

nauté permanente, très prospère et très heureuse. Je doute qu'il ait pu se trouver ailleurs au Canada une autre classe de gens qui eussent consenti à risquer l'aventure, ou qui, l'ayant risquée, eût vu son effort couronné d'un si grand succès.

Pendant que je suis sur le chapitre des félicitations, je désire féliciter à cœur ouvert le gouvernement du Canada pour la part qu'il a prise dans la célébration du Jubilé canadien. C'est bien ainsi qu'en ont jugé tous ceux qui ont plus ou moins connu la manière dont ces vastes préparatifs ont été exécutés, et c'est certainement l'opinion de ceux qui ont eu le rare privilège d'assister à cette célébration, que le programme s'est admirablement déroulé dans ses moindres minuties, et tous les spectateurs en conserveront un souvenir impérissable. Mon très honorable ami qui siège aux côtés de notre leader (le très hon. George P. Graham) a joué un rôle très éminent dans cette célébration. Il a reçu l'autre jour un témoignage des grands services qu'il a rendus, et je désire me joindre à vous pour exprimer mes félicitations à notre honorable ami. Il considérera peut-être qu'il doit en partie aux services rendus pendant la célébration du Jubilé le rang auquel notre leader l'a élevé. Permettez-moi de dire, en passant, que ce n'est qu'incidemment qu'on m'a laissé jouer un rôle dans ces fastes, et j'ai dû ce rôle à mon simple titre du plus ancien conseiller privé qui siège de ce côté (la droite) de la Chambre.

Je parlerai maintenant de la visite au Canada du premier ministre de la Grande-Bretagne et de l'héritier présomptif. Nous devons nous féliciter qu'un premier ministre britannique en fonctions ait enfin jugé digne de rendre visite à notre Dominion. Cette visite tendra assurément à resserrer les liens qui unissent notre pays à l'Empire britannique, dont nous sommes l'une des plus importantes parties. J'ai la certitude que le Canada a dû dessiller les yeux de M. Baldwin, et qu'à son départ M. Baldwin devait mieux comprendre nos besoins, nos espoirs et nos aspirations. La visite subséquente du premier ministre d'Australie, la récente visite du premier ministre de l'Etat libre, et la prochaine visite du secrétaire d'Etat des Etats-Unis, seront très profitables au Canada. Ces visites équivaldront en quelque sorte à une nouvelle découverte du Canada, si je puis ainsi m'exprimer, non seulement au point de vue canadien, mais au point de vue mondial. Elles révéleront la grandeur de notre pays, de nos lacs et de nos rivières, nos magnifiques ressources naturelles, notre potentiel illimité, et elles feront envisager notre avenir aux visiteurs sous le même angle que nous-mêmes l'envisageons. Durant

l'année écoulée, la renommée du Canada s'est répandue sur ce continent comme sur l'ancien, d'une manière tout à fait nouvelle, et je désire que le gouvernement actuel ne perde pas l'occasion de renouveler ces visites.

Je suis d'accord avec ceux qui ont exprimé l'opinion que de grands avantages découleront des Conférences provinciales, du genre de celle que nous avons eue au cours de l'été. Plus nos ministres et nos chefs viendront en contact, et plus ils échangeront leurs vues, mieux les provinces autonomes se connaîtront, et ce sera tout au profit de notre pays. Ce qu'il faut au Canada, c'est un plus grand contact non seulement entre les gouvernements et les chefs, mais entre les particuliers. Il est extraordinaire d'avouer qu'en ce pays nous nous connaissons à peine et que, par exemple, les deux grandes races ne se connaissent pas comme elles le devraient; et elles ne deviendront pas intimes ni plus unies, à moins qu'elles n'aient de nombreuses occasions de se rencontrer et de venir en contact plus constant.

Je désire proférer quelques remarques sur la canalisation du Saint-Laurent. Je n'ai pas encore décidé si j'appuierai le projet de canalisation, ou si je m'y opposerai. Avant de pouvoir arriver à une conclusion logique, il me faudra des renseignements plus précis que ceux que nous avons aujourd'hui. Nous pouvons dire que ce projet manque aujourd'hui de précision. Nous devons nous rappeler que nous avons déjà, par traité, conféré des droits importants aux Etats-Unis relativement à la navigation de nos Grands Lacs et du Saint-Laurent, et j'avoue que je suis plutôt réservé pour ce qui est d'ajouter à ces droits. Je crains de donner à nos amis les Américains un contrôle plus vaste que celui qu'ils ont à l'heure actuelle. A mon sens, le Saint-Laurent est la plus grande richesse du Canada, et nulle autre ne peut un seul instant lui être comparée. Le Saint-Laurent est le libre accès, c'est la clef de la plus grande partie de l'Amérique du Nord. Allons-nous, sans données suffisantes, sans les garanties voulues et sans les moyens suffisants d'exécuter ces garanties, augmenter la prise que la grande République américaine possède déjà sur cette importante artère nationale? Il se peut que nous obtenions une garantie qui, à sa face, paraisse sûre, mais il s'agit de savoir si cette garantie pourra être exécutée. Il ne faut pas oublier que l'ensemble de l'Union américaine n'a pu réussir à empêcher la cité de Chicago de causer un fort préjudice en abaissant le niveau de nos lacs. Si nous accroissons le contrôle que les Américains possèdent déjà sur notre cours d'eau, quelle assu-